



Subventionner le capital agricole des femmes pour réduire les inégalités et favoriser l'économie du Burkina Faso

Par Patrice Rélouendé Zidouemba, Somlanare Romuald Kinda,
Pouirkèta Rita Nikiema et Diane Ruth Hien

Messages clé

Une politique de subvention du capital agricole en faveur des femmes pourrait non seulement aider à réduire les inégalités de genre au Burkina Faso, mais elle serait aussi favorable à l'économie et l'emploi à l'échelle nationale.

Les modes de financement à privilégier pour réaliser une telle politique sont l'aide publique au développement et la fiscalité indirecte.

La productivité agricole des femmes limitée par l'accès inégal aux ressources

L'implication des femmes dans les activités agricoles au Burkina Faso est très importante ; elles constituent l'épine dorsale de l'économie rurale, et par conséquent, celle de l'économie nationale.

On estime qu'environ 93,48% des femmes exerçant des activités économiques travaillent dans les campagnes, principalement dans la production vivrière - bien que cela se fasse souvent dans des conditions précaires (DCPM/MPF, 2006). Elles s'impliquent également dans le stockage et le traitement des aliments, et sont responsables de 40% de la commercialisation des produits agricoles – tout cela en plus de leurs tâches domestiques quotidiennes.

En dépit de cette forte présence dans l'agriculture, la dotation des femmes en ressources productives - telles que la terre, les engrais, le capital matériel, financier et animalier – est faible (FAO, 2011). Cet accès inégal aux ressources productives entrave leur productivité, diminuant ainsi leur contribution au développement du secteur agricole et, par conséquent, à l'atteinte des objectifs de développement.



Le rôle des politiques

Bien que la volonté de favoriser l'accès à la terre et aux intrants agricoles soit inscrite dans les politiques nationales (par exemple dans le programme présidentiel 2015-2020), les femmes continuent de rencontrer des difficultés importantes pour accéder aux intrants subventionnés et, de façon générale, au capital physique destiné aux travaux agricoles. Et ces difficultés ne semblent pourtant pas être prises en compte dans les politiques actuelles.

Or, en plus des bienfaits attendus en termes de productivité, revenus, etc., une meilleure dotation en capital physique agricole permettrait également aux femmes d'économiser du temps, qu'elles pourraient consacrer à d'autres activités productives.

L'analyse

Cette étude vise à analyser les retombées potentielles d'une politique de subvention du capital physique agricole des femmes – notamment les **impacts sur l'emploi et les revenus**, sur **les inégalités de genre**, ainsi que sur **la croissance économique** au Burkina Faso.

Pour ce faire, les auteurs ont recours à un modèle d'équilibre général calculable (EGC), calibré avec une matrice de comptabilité sociale (MCS) orientée sur le « genre ». Cette dernière a été développée par les auteurs à partir d'une matrice standard construite en 2015 par la Banque Mondiale et l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD). Le modèle EGC a donc été utilisé pour simuler différents scénarios, afin d'en mesurer les effets sur les dimensions susmentionnées. Et comme il s'agit d'un modèle de type "dynamique", les effets ont pu être mesurés **sur une période de 10 ans**.

Scénarios et financement de subventions

Afin de fournir des recommandations à la fois précises et utiles pour la décision, les auteurs ont considéré **cinq différents types de politique de subvention de capital agricole**, dont ils ont également évalué la valeur en termes de coût/dépense budgétaire (voir tableau).

De plus, comme il s'agit d'une dépense considérable, les auteurs ont envisagé **différents modes de financement possibles**:

- F1.** Aide publique au développement (APD)
- F2.** Taxe indirecte sur les produits et services (e.g. TVA)
- F3.** Taxe directe sur les fonctionnaires, les salariés du privé formel et les entreprises .
- F4.** Déficit public

Chacun des (cinq) scénarios de subvention a été simulé en considérant alternativement les quatre modes de financement ci-dessus – donc pour un total de 20 simulations.

Politiques de subvention de capital agricole simulées (Bénéficiaires - taux)		Coût annuel sur 10 ans FCFA (approx)
S1	Femme - 30%	2.1 milliards*
S2	Hommes - 30%	5.7 milliards*
S3	Femmes - 50%	4.5 milliards*
S4	Femmes - 30%, Hommes - 30%	8.5 milliards
S5	Femmes - 50%, Hommes - 30%	11.3 milliards

** Les différences importantes des coûts entre les subventions pour les femmes vs les hommes s'expliquent principalement par le volume de capital concerné (i.e. plus important pour les hommes)*



Des femmes mettent en place un jardin maraîcher dans la capitale de Ouagadougou. Crédits photo et titre: RFI

Résultats de l'analyse

N.B. De façon générale, la faiblesse des variations (%) citées ci-dessous s'explique par la très faible intensité capitalistique de l'agriculture.

Scénario de référence : les canaux de transmission

Un premier scénario – d'une subvention de 30% sur le capital des femmes (2.1 milliards FCFA), financée grâce à une taxe directe - a été analysé en détail, afin d'identifier et comprendre les mécanismes de transmission par lesquels ce genre d'intervention peut se répercuter sur différents aspects (macro, micro) de l'économie du Burkina Faso.

On note d'abord les **impacts sur les dimensions macroéconomiques et sectoriels**. Dans le cas de ce premier scénario de référence, les impacts macro se détaillent ainsi :

- Expansion du secteur agricole (+0.14%), dont le capital augmente de 8.6%
- Contraction des secteurs industriels (-0.15%) et des services (-0.12%), dont le capital diminue de -0.22% et -0.21% respectivement.
- Hausse de la production des secteurs agricoles, de l'agro-industrie, du textile et de la restauration
- Croissance du PIB réel de +0.05% % et baisse du chômage de -0.18%

Surviennent ensuite les **impacts à l'échelle microéconomique**, telle que sur l'emploi et les revenus des ménages. L'analyse des résultats du scénario de référence suggère entre autres que :

- La modernisation de l'agriculture, qui découle de l'apport en capital physique, libère la main-d'œuvre féminine de l'agriculture au profit des activités non agricoles - telles que l'agro-industrie, la restauration et le textile.

Cela entraîne non seulement une hausse des revenus réels des femmes provenant des secteurs agricoles, mais aussi de la quasi-totalité des secteurs non agricoles – ce qui conduit à :

- induire une baisse du chômage plus élevée chez les femmes (-0.24%) que chez les hommes (-0.16%)
- accroître davantage les revenus des femmes (+0.33%) que ceux des hommes (+0.02%)

En effet, les revenus réels des hommes tirés des secteurs agricoles diminuent du fait de la substitution entre le capital féminin et masculin. Ils sont toutefois en hausse dans tous les secteurs non agricoles.

Résultats (suite)

Conclusions de l'analyse - toutes simulations

La comparaison des résultats des différents scénarios alternatifs a permis aux auteurs de tirer les conclusions suivantes :

- L'impact sur la croissance du PIB réel est plus élevé lorsque la subvention est accordée aux hommes (e.g. S1 vs S2), puisque celle-ci porte sur un volume de capital plus important. Toutefois, cette politique risque de s'accompagner d'une forte hausse des inégalités de revenus entre les hommes et les femmes.
- Les plus fortes croissances de PIB se réalisent lorsque les subventions sont accordées aux deux (hommes et femmes - e.g. S4 et S5)
- **Les résultats les plus significatifs**, tant au niveau de l'impact économique que pour la réduction des inégalités, sont obtenus lorsque la **subvention est double (hommes et femmes), mais discriminante** – i.e. de 50% pour les femmes et 30% pour les hommes (soit le scénario **S5**) – et lorsque celle-ci est financée soit par une partie de l'aide publique au développement (**F1**) ou, à défaut, par la fiscalité indirecte (**F2**).

➔ S5 + F1/F2

Outre l'augmentation du PIB réel (de +0.24%), cette politique permet une hausse plus importante du revenu réel des femmes (+1.02%) que des hommes (+0.52%), ainsi qu'une baisse plus importante du chômage pour les femmes (-1.34%) que les hommes (-0.83%).

Financement

La figure 4 présente les multiplicateurs de la subvention (i.e. le rapport entre la variation du PIB réel et le montant de subvention) pour l'ensemble des 20 scénarii. Elle permet d'apprécier l'efficacité relative de chaque scénario.

Il est important de noter que tous les modes de financement testés présentent un multiplicateur supérieur à l'unité, ce qui signifie que **l'accroissement du PIB réel est supérieur au montant de la subvention, quel que soit le mode de financement considéré.**

De façon générale, le financement par l'aide publique au développement présente le multiplicateur le plus élevé, suivi de la taxe indirecte (e.g. TVA). Un autre avantage de cette dernière, par rapport à la taxe directe sur les salariés (qui arrive au 3e rang en termes d'efficacité), est sa « neutralité » - en ce sens qu'elle ne touche que les consommateurs finaux, de façon uniforme, et n'influence pas les incitations des producteurs. Enfin, le financement par déficit public présente non seulement le multiplicateur le plus faible, mais aussi l'inconvénient de creuser le déficit public (ou diminuer l'épargne publique), entraînant ainsi une sorte d'éviction de l'investissement privé.

Figure 1 : Croissance du PIB réel (%) - 20 simulations

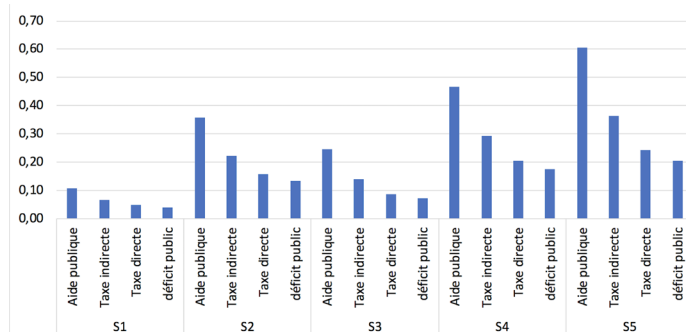


Figure 2 : Variation du revenu réel (%) - 20 simulations

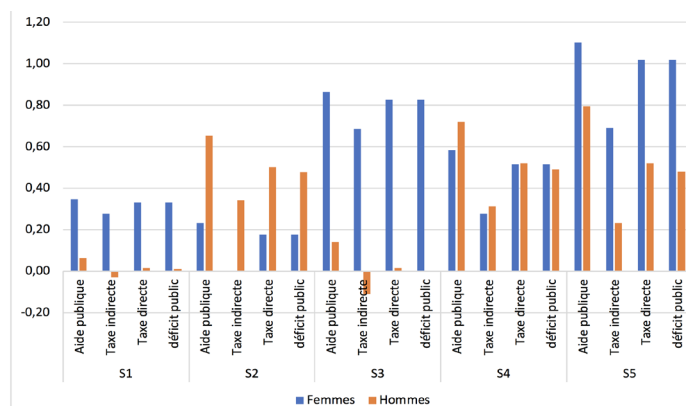


Figure 3 : Variation du chômage (%) - 20 simulations

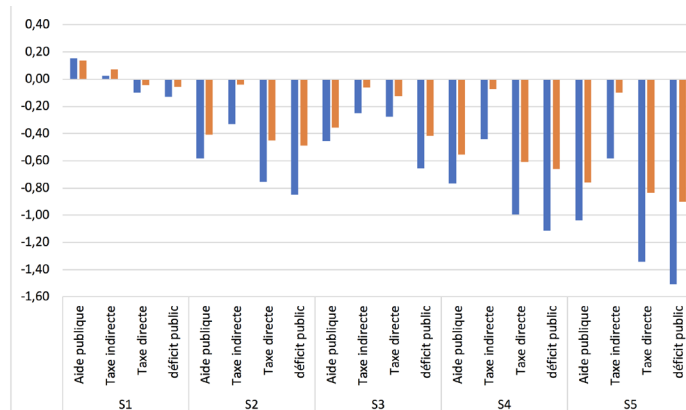
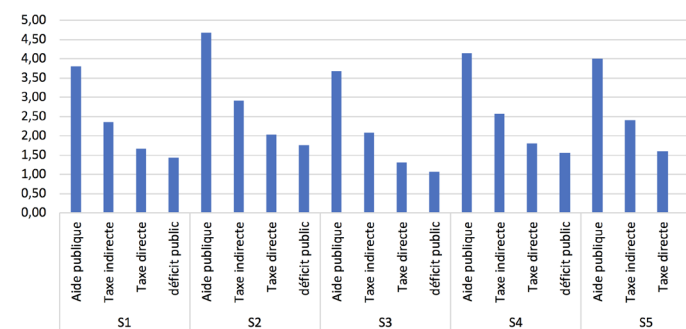


Figure 4 : Multiplicateur de la subvention



Recommandations de politique économique

Suivant les résultats de leur analyse, les auteurs sont d'avis que les autorités burkinabè auraient avantage à **mettre en œuvre une politique de subvention du capital agricole pour tous (hommes et femmes), mais dont la valeur soit plus élevée pour les femmes**. Et celle-ci devrait être financée soit en utilisant une partie de l'aide publique au développement ou, à défaut, par la fiscalité indirecte.

Ce genre d'intervention permettrait non seulement de **favoriser la croissance économique**, mais aussi de **réduire les inégalités de revenus** entre les hommes et les femmes. Politiquement, cela contribuerait aussi à **réaliser simultanément les objectifs du** Programme National de Développement Economique et Social (**PNDES**) et de la politique genre du Burkina Faso, tel que consignée dans le Document de Politique Nationale Genre (**DPNG**).

Ce document présente une synthèse des résultats d'un projet soutenu par le PEP dans le cadre du programme PAGE II (2016-2020), en appui aux initiatives et capacités locales pour l'analyse de politiques liées à la croissance et l'emploi dans les pays en développement.

PAGE II est financé par le Département du développement international du Royaume-Uni (DFID ou UK Aid) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada.

Pour en apprendre davantage sur ce projet d'étude (**MPIA-20066**) veuillez consulter le cahier de recherche correspondant de la **série PEP working papers**.

Les avis et recommandations exprimés dans cette publication sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de PEP.

 **IDRC** | **CRDI**
International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

 **Canada**


UKaid
from the British people



L'agriculture, un puissant instrument de réduction de la pauvreté au Burkina Faso. Crédits photo et titre: Projets - Banque mondiale